

*Le 28 février dernier, journée de grève générale à l'appel des parents des victimes de la catastrophe ferroviaire de Tempe et de l'ensemble des organisations syndicales et du mouvement social, se sont tenues en Grèce les rassemblements les plus importants de l'histoire du pays. Deux après le désastre, le gouvernement de droite dirigé par Kyriakos Mitsotakis est confronté aux conséquences d'une politique criminelle de saccage des services publics, doublée d'une volonté systématique de dissimuler les véritables causes du drame de février 2023.*

*Superficiellement recouverte par les bulles du surtourisme et de la spéculation immobilière, la réalité d'un pays profondément miné par des années de politiques néolibérales d'une brutalité inédite en Europe a pris sa revanche. Dans ce texte, Thanos Andritsos et Aliko Kosyfologou analysent les processus qui ont conduit à cette explosion de colère populaire et les défis que les forces de la gauche radicale doivent affronter pour se saisir des possibilités ouvertes par la nouvelle conjoncture.*

\*\*\*

## **Le double crime de Tempe**

28 février 2023 : tragédie de Tempe, le plus grand accident ferroviaire de l'histoire du pays : des centaines de blessés et 57 morts, dont une majorité d'étudiant.e.s et de jeunes.

28 février 2025 : À l'occasion du deuxième anniversaire du crime de Tempe, les familles des victimes appellent à la grève générale et à des rassemblements. Les plus grandes manifestations de l'histoire du pays ont lieu à Athènes et dans toutes les villes et villages de Grèce.

Maria Karystianou, mère de Marthi, 20 ans, tuée dans la catastrophe, est la présidente de l'association des parents des victimes de Tempe, est une figure de proue de la lutte menée depuis deux ans. Au moment où la foule est la plus nombreuse, elle prononce le discours de clôture du rassemblement de la place Syntagma, juste en face du parlement grec. Depuis la tribune, elle souligne les ressorts de cet immense déferlement populaire :

*Nous qui sommes ici aujourd'hui, dans chaque partie de la Grèce et de la planète, à titre individuel ou collectif, avons fait l'expérience des dégâts causés par un gouvernement injuste, arrogant, échappant à tout contrôle. Nous avons vu le visage cruel et injuste de la corruption désormais omniprésente... Dans le monde d'aujourd'hui, notre amour a créé une vaste union et une vaste étreinte.*

Ce sont, en effet, les proches des victimes qui ont suscité le mouvement populaire de ces dernières semaines en Grèce.

L'ampleur des manifestations est sans précédent et la grève générale a été massivement suivie dans la quasi-totalité des secteurs. À Athènes, même les médias mainstream ont annoncé le chiffre de 800 000 manifestant.e.s. Dans de nombreuses régions de Grèce, toute la ville était mobilisée, tandis que des rassemblements significatifs se sont tenus dans des centaines de villes à l'étranger. Dans un pays qui a connu dans son histoire récente des pics de manifestations de masse, et qui a une longue tradition de luttes pour la démocratie, la barre est particulièrement haute. Le fait que celles du 28 février l'ait dépassée est lourd de signification.

Ces deux dates, le 28 février 2023 et le 28 février 2025, représentent deux tournants majeurs.

A la première correspond le choc du deuil. Sur la ligne ferroviaire la plus fréquentée – en fait la seule qui fonctionne vraiment – et qui relie les deux plus grandes villes de Grèce, 57 personnes sont tuées et des centaines d'autres blessées. Au-delà de la souffrance, la tragédie révèle une réalité que l'on s'efforçait d'oublier, ou plutôt de refouler.

La seconde marque un choc de colère, de fraternité, de renaissance et d'espoir. Un jour de souffrance, peut-il se transformer en moment de solidarité et d'ouverture vers l'avenir ? Oui, c'est possible lorsque l'expérience de la tragédie est socialisée, lorsque la lutte pour la justice, la châtiement des coupables et la vérité se heurte à l'indifférence du gouvernement, lorsque la douleur et la lutte d'un.e seul.e deviennent la douleur et la lutte de tou.te.s. Alors, un énorme conflit social surgit, un conflit à la fois nouveau et intemporel, qui porte en lui un lourd héritage de luttes contre l'injustice et la mémoire d'autres vies brisées.

Pour en arriver là, il a fallu le double crime de Tempe.

## **Crime n°1 : le démantèlement du réseau ferroviaire public**

Le 28 février 2023, on apprend qu'un accident ferroviaire s'est produit sur la ligne Athènes-Thessalonique, mais les circonstances, l'ampleur et le nombre de victimes ne sont pas précisés. Quelques heures plus tard, alors que de nombreuses personnes se rassemblaient à la gare de Thessalonique à la recherche de leurs proches, on apprend que le train 62 de Hellenic Train (la société privée qui gère en situation de monopole la ligne) assurant la liaison entre Athènes et Thessalonique, est entré en collision avec un convoi de marchandises. Les deux trains circulaient en sens inverse sur la même ligne depuis près de vingt minutes. La collision a fait dérailler la plupart des wagons du train de voyageurs et entraîné une explosion et un incendie, très probablement dus à des matières inflammables chargées sur le convoi de marchandises.

Quelques jours plus tard, le gouvernement rejette intégralement la responsabilité de la tragédie sur le chef de gare de Larissa qui a laissé les deux trains circuler sur la même ligne. Attribuer le désastre à une faute individuelle était bien commode pour le gouvernement et l'establishment politique, mais cela ne pouvait convaincre ni les proches des victimes, ni les cheminots et les scientifiques qui enquêtaient, ni la majorité de l'opinion publique.

En effet, une série d'accidents (déraillements et collisions) s'étaient produits au cours des mois précédents, heureusement sans faire de victimes, mais qui auraient dû servir d'avertissement. Les cheminots et leurs organisations syndicales avaient signalé à maintes reprises les problèmes structurels du réseau ferroviaire, l'insuffisance des mesures de sécurité et la gravité des risques encourus. Le président d'ETCS (comité européen de contrôle du trafic ferroviaire), l'autorité qui supervise des projets de signalisation et de sécurité, a révélé l'état de délabrement dans lequel se trouvait le réseau ferroviaire grec. Il a aussitôt démissionné en dénonçant que « les trains étaient autorisés à circuler à 200 km/h sans aucune indication sur l'état de la ligne, même en cas de rails endommagés, avec

toutes les conséquences que cela implique pour la sécurité des trains ».

Dans le même sens, quelques mois avant l'accident, le syndicat du personnel roulant avait adressé une lettre d'huissier à l'organisme de gestion du réseau (OSE), au ministère des transports et à la société Hellenic Train qui faisait état de façon détaillée de l'état d'effondrement du réseau et des manquements aux règles élémentaires de sécurité.

Bien que le gouvernement et les grands médias aient refusé pendant deux ans de faire la lumière sur les causes de l'accident, des enquêtes menées par des journalistes indépendants, des experts et des avocats travaillant avec les proches des victimes ont mis en évidence un grand nombre de facteurs qui ont conduit au désastre.

Se sont ainsi révélés inexistants les systèmes de commandement à distance et de signalisation électronique. Leur installation étaient prévues dans le fameux contrat 717, conclu en 2014, que le consortium AKTOR (l'un des plus grands groupes de construction en Grèce à l'époque) et la multinationale ALSTOM étaient censés mettre en œuvre en deux ans. Onze années et neuf reports de délais plus tard, assortis d'un dépassement de budget à hauteur de 50 %, le projet n'est toujours pas achevé.

Selon l'autorité judiciaire européenne qui enquête sur l'affaire, si le contrat avait été mené à bien, l'accident aurait pu être évité. Quant à l'installation du système de communication sans fil GSMR, elle a débuté en 2008 sous la responsabilité de Siemens et livré dix ans après (!), en 2018. Il a encore fallu trois ans à l'Organisation des chemins de fer helléniques (OSE) pour obtenir la certification mais le système n'était pas toujours pas en fonctionnement jusqu'au jour de l'accident parce que les trains ne possédaient pas l'équipement nécessaire...

Le manque criant de personnel renvoie également à des responsabilités politiques. Sur les 412 chefs de gare nécessaires selon l'organigramme d'OSE, seuls 133 étaient en poste. Sur les 2 500 cheminots que comptait de personnel de l'OSE, moins de 700 étaient en poste le jour de l'accident. Dans cette situation de sous-effectif dramatique, seule une petite partie des postes vacants sont pourvus par des contrats précaires. Au lieu d'embaucher des travailleurs qualifiés dans un secteur aussi sensible et exigeant, le chemin de fer grec ne fonctionne qu'avec un personnel précarisé et jetable, recruté par des procédures opaques et dépourvu de formation adéquate.

Tout cela n'est pas seulement le résultat de l'incompétence du gouvernement, de la connivence entre l'État et les grandes entreprises et du régime d'austérité imposé au pays depuis la signature des mémorandums. Est également en cause une stratégie mise en œuvre en Grèce et en Europe depuis des décennies, qui attaque, privatise et détruit le moyen de transport le plus respectueux des besoins sociaux et de l'environnement : le chemin de fer public.

L'histoire du transport ferroviaire en Grèce est celle d'un processus de dégradation et de privatisation d'un organisme public qui s'est déroulé progressivement mais selon un plan unique. Un plan conçu par de puissantes fractions du capital international, mis en forme par la législation européenne, accéléré et imposé par les mémorandums mis en œuvre par l'ensemble des partis qui se sont succédés au pouvoir (Nouvelle Démocratie, PASOK, Syriza et leurs alliés dans les diverses coalitions gouvernementales).

Les lignes directrices, implicites ou explicites, de ce plan sont les suivantes :

– La gestion défailante des directions nommées, les scandales et la corruption impliquant les politiques, et les déficits budgétaires qui en résultent.

- Le dénigrement concerté – en raison des pertes financières – d'une entreprise publique qui fournit un service socialement nécessaire selon des critères de rentabilité du secteur privé.
- la fragmentation de l'organisme unifié de transport et de gestion des infrastructures et la création de filiales diversifiées selon les secteurs et dotées de statuts plus « flexibles ».
- le maintien au sein de l'entreprise publique OSE des services aux coûts les plus élevés et de la gestion des infrastructures et le transfert des parties rentables à des sociétés privées, selon la tactique habituelle de privatisation des profits et de nationalisation des pertes.
- le sous-financement chronique, la dégradation des infrastructures et des services et le manque de personnel, qui débouchent sur le rétrécissement du réseau, la suppression de lignes et la fermeture ou le changement d'affectation des gares. Seules sont maintenues les lignes immédiatement rentables, nécessaires au transport de marchandises ou au tourisme.
- la focalisation commerciale sur la seule ligne Athènes-Thessalonique, la plus fréquentée, avec l'objectif tenter d'augmenter la vitesse des trains sans moderniser le réseau tout en augmentant le prix des billets.
- la transformation de la Grèce en « hub international », en centre de fret et de logistique, qui s'accompagne d'une stratégie géopolitique, liée à la privatisation des ports, visant à revaloriser le rôle du pays dans le système de transport international. Cette stratégie aboutit à la surcharge de l'axe ferroviaire principal du pays (Athènes-Thessalonique) par l'activité de transport de marchandises, avec tout ce que cela implique pour les réseaux de transport de marchandises illégales, de matériaux prohibés, voire de matériel de guerre.

En 2013, la société de transport ferroviaire TrainOSE est transférée à l'organisme chargé de privatiser les biens publics TAIPED, conformément aux mémorandums signés avec l'Union européenne et le FMI. Un appel d'offres est lancé avec un prix de vente fixé à 300 millions mais n'aboutit pas. L'étape suivante est menée à bien par le gouvernement Syriza (2015-2019). Ainsi, en 2017, TrainOSE est vendue pour seulement 45 millions à la société italienne FSI, rebaptisée « Hellenic Train » en 2022.

## **Crime n°2 : les tentatives gouvernementales d'étouffement du crime n°1 - et leur échec**

Dans les semaines qui ont suivi la catastrophe, des rassemblements spontanés et massifs se sont tenus dans les centres-villes ou de façon plus locale, accompagnés par des manifestations et des mouvements de grève à l'appel des syndicats. La participation des étudiant.e.s et des lycéens, qui s'identifiaient aux victimes de Tempe, jeunes pour la plupart, a été particulièrement importante. Ces mobilisations ont mis en lumière les causes de la tragédie, le délabrement du réseau ferroviaire et les dégâts causés par sa privatisation. Mais, quelques semaines plus tard, les manifestations ont cessé, et peu après,

lors des deux scrutins législatifs de mai et juin 2023, la Nouvelle Démocratie au pouvoir sort renforcée, en obtenant 41 % des voix et une majorité de sièges au Parlement.

Sa victoire, associée à la crise prolongée de l'opposition parlementaire et au déclin des mobilisations, l'a conduite à un triomphalisme arrogant. Les médias, contrôlés par des oligarques proches du pouvoir, se sont chargés de minimiser l'affaire. Chaque fois que des représentants du gouvernement étaient interpellés à ce sujet, ils assuraient avoir confiance dans les procédures judiciaires, dont la lenteur est notoire. Si les questions se faisaient plus pressantes, ils répondaient avec colère que le sujet avait été tranché par leur victoire aux urnes.

Comme c'est souvent le cas des pouvoirs arrogants, ils ont été victimes de leur propre aveuglement. Aujourd'hui, tout apparaît sous un jour différent. Mais comment la situation a-t-elle basculé ?

Les parents des victimes ont été les principaux acteurs de ce combat inégal. Ils et elles se sont souvent retrouvés très seuls, jusqu'à ce qu'ils obtiennent le soutien du peuple tout entier. Au cours de ces deux années, leur combat pour la vérité et le châtement des coupables a révélé le second crime de Tempe, celui d'une tentative d'étouffement orchestrée par un État et un gouvernement qui n'hésitent pas à falsifier les preuves et à cibler les personnes qui essaient de faire la lumière sur l'affaire. Ce second crime est venu s'ajouter au premier, déclenchant la déferlante de ces dernières semaines.

Ainsi, le 26 janvier dernier, de grands rassemblements de protestation à l'appel de l'Association des parents des victimes se sont tenus à Athènes et dans d'autres villes de Grèce. Ces manifestations ont été précédées par la diffusion d'un enregistrement audio sidérant effectué dans le train, où l'on pouvait entendre les cris des passagers avant la collision fatale: « Je n'ai pas d'oxygène ». Cette phrase est devenue un mot d'ordre. Elle confirme ce que les proches avaient affirmé, en accord avec les experts, à savoir qu'un incendie avait suivi la collision et tué de nombreux survivants. Plusieurs documents relatifs à la question des produits inflammables et de l'incendie ont été présentés [lors de l'événement organisé par les associations étudiantes de l'Université Polytechnique d'Athènes le 19 février 2025](#).

La publication des enregistrements audio et des autres documents a renforcé les signalements des représentants des familles quant à la négligence (au mieux) dans l'application des procédures de la part des autorités qui sont arrivées sur les lieux de l'accident et l'obstruction dont l'Etat a fait preuve dans l'enquête sur les causes réelles de la catastrophe. Parmi ses éléments, il faut mentionner l'opération d'enfouissement des débris et de transfert des restes humains, qui a causé la destruction d'indices cruciaux et aggravé le traumatisme collectif des familles. Cette profanation symbolique est venue souligner l'ampleur de l'indifférence étatique face à une injustice sans précédent.

Pendant des mois, les proches des victimes ont continué à rassembler des preuves, à préparer les futurs procès, à faire la lumière sur les causes de la catastrophe. Ils et elles se sont rendus au Parlement européen, ont multiplié les interventions pour souligner les lacunes, les omissions ou les dissimulations délibérées des enquêtes menées par les autorités. Un grand concert a été organisé en octobre 2024, avec la participation d'artistes de premier plan. Les parents et proches des victimes se sont ainsi assurés du soutien du mouvement ouvrier, de la jeunesse, des milieux de la culture et des intellectuels. Mais ce qui a provoqué le grand basculement, c'est *l'irruption cataclysmique de la mobilisation populaire sur le devant de la scène*.

Dans un climat de mécontentement social généralisé, la publication de données confirmant ce que les proches des victimes avaient martelé tout au long de la période précédente a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En outre, l'attitude outrageusement agressive du gouvernement à l'égard des familles, illustrée par les déclarations incendiaires du ministre d'extrême droite Makis Voridis, selon lesquelles la catastrophe de Tempe n'était qu'« un petit problème comparé à ce qui se passe sur la planète », n'a fait qu'alimenter l'indignation.

La Nouvelle Démocratie pensait avec arrogance que sa victoire électorale effaçait l'impact de Tempe et des affaires antérieures. Le gouvernement et les grands médias ont, sans en avoir conscience, été les premiers à pointer les comptes non-réglés du passé. A l'approche des rassemblements annoncés du 28 février, ils ont multiplié les déclarations du type : « ce sera le chaos, comme avec les 'indignés' [en référence aux occupations des places de 2011]. Ils veulent renverser Mitsotakis et suivre un plan de déstabilisation. Vous allez perdre votre épargne ».

Les revendications des familles, qui, dans n'importe quelle société démocratique, seraient considérées comme allant de soi, ont été présentées comme des plans de déstabilisation politique. Les gouvernants ont commis la même erreur qu'en 2011-2012 : ils ont sous-estimé la puissance de la réaction populaire et ne se sont pas souvenus qu'instiller la peur ne suffit pas à faire rentrer le peuple dans le rang. Lorsque la « normalité » signifie la mort sur un réseau ferré délabré, l'impossibilité de boucler les fins de mois et l'exode de la jeune génération à l'étranger, lorsque la « stabilité politique » vise à épargner un gouvernement fondé sur la dissimulation et le mensonge, les tentatives d'intimidation restent sans effet.

## **La mobilisation de rue comme création d'une communauté de lutte**

Une fois de plus dans l'histoire, ce qui a tout changé, c'est la mobilisation de masse. Le 28 février, on avait le sentiment que tout le monde était dans la rue. Il est important de rappeler cette leçon, qui nous est pourtant depuis longtemps familière. Quelle que soit la colère accumulée, quels que soient les plans échafaudés par les forces opposition (ou leur absence), le pouvoir politique ne peut être ébranlé que par la mobilisation populaire. Et, inversement, la force du pouvoir se nourrit de l'absence de résistance sociale.

Le débat public sur la dissimulation des responsabilités de la catastrophe a eu lieu à un moment d'incertitude économique et de chute continue du niveau de vie. Les conséquences des politiques néolibérales de choc sont ressenties depuis déjà un bon moment. Mais depuis la sortie de la pandémie, les conditions matérielles de la vie quotidienne ne cessent de se détériorer. Les bas salaires, la hausse du coût de la vie - notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et de première nécessité - combinés au délabrement du système public de santé et de la protection sociale, ont eu un impact dévastateur sur la grande majorité de la société.

Le récit gouvernemental d'une « [Grèce 2.0](#) » prospère et l'étalage constant d'arrogance des porte-parole du pouvoir se heurtent aux réalités vécues par les citoyens. La Grèce est un pays dont les infrastructures et les services de base sont gravement défectueux, et

où se creusent d'énormes inégalités. L'accumulation profite à certaines fractions du capital (dans le tourisme, la construction, les technologies de l'information, le marché immobilier, etc.), qui entretiennent des liens de connivence avec le pouvoir, alors que la majorité de la société est confrontée au risque de pauvreté. La totalité des statistiques européennes et nationales récentes révèlent l'image d'un pays où les grands entreprises réalisent chaque année des profits records, alors que la pauvreté, la faiblesse des salaires, l'insécurité du logement, sont parmi les plus élevés d'Europe.

Certes, on ne saurait affirmer que le déferlement actuel de colère est le produit direct de l'inégalité sociale. L'affaire de Tempe a une spécificité, mais les processus sociaux n'ont pas qu'une seule cause. Les références du discours de Karystianou citées au début ne sont pas le fait du hasard. Le corps citoyen a désormais fait l'expérience de ce que signifie un pouvoir injuste, incontrôlé et arrogant.

Dans une situation de profonde crise sociale, l'État est devenu de plus en plus insensible au sort des personnes vulnérables et incapable de protéger celles qui en ont le plus besoin. Du [féminicide de Kyriaki Griva](#) devant le poste de police où elle s'était rendue pour dénoncer la violence de son ancien partenaire jusqu'au cas de traite des êtres humains à Kolonos [un quartier d'Athènes], en passant par [les cas de Vassilis Mangos](#), mort sous les coups des policiers, ou de [celui de Zak Kostopoulos \(Zackie O\)](#), victime d'un lynchage transphobe, plusieurs affaires récentes ont mis en lumière le fonctionnement défectueux des institutions étatiques. Ce n'est pas une coïncidence si, au cours de la dernière décennie, on a assisté à la multiplications des initiatives de solidarité liées à des cas de négligence grave, voire d'implication active, de l'État qui ont coûté la vie à des citoyen.ne.s. A cela il convient d'ajouter les victimes indirectes, et invisibles, du délitement de la santé publique, de l'absence de soins primaires et d'assistance sociale.

La vie dans la Grèce de l'« après-crise » est une vie bon marché, précaire et difficile pour la majorité de la société. La peur, l'anxiété, le besoin de protection à l'égard de la violence de l'État, ont rendu possible l'identification populaire à la souffrance de celles et ceux qui ont perdu des proches à Tempe. Les citoyen.ne.s ont jugé qu'il n'est pas admissible d'avoir à se confronter à un mur étatique de terreur permanente et de dissimulation lorsqu'on porte des exigences élémentaires de vérité et de justice. Ce sentiment a créé un nouveau « nous », de nouvelles communautés de solidarité qui rappellent celles qui se sont construites dans les pays où la vie des citoyen.ne.s devient vulnérable à l'autoritarisme de l'État. Des communautés qui se dressent contre l'injustice, les crimes d'État, la violence omniprésente et l'impunité.

C'est ainsi qu'est née la plus grande manifestation de l'histoire de la Grèce.

## Le jour d'après le 18 août 2015

Le 18 août 2015 signale le premier jour de la mise en œuvre du 3<sup>e</sup> Mémoire, signé par Alexis Tsipras et mis en œuvre par le gouvernement Syriza suite à leur capitulation face à la Troïka de l'UE et du FMI. Le 26 janvier était le début d'une nouvelle période et le 28 février 2015 marque une césure politique. La pression populaire a déstabilisé le gouvernement Mitsotakis, supposé inébranlable. Les mobilisations se sont poursuivies de façon quotidienne au cours de la semaine qui a suivi. Les plus massives ont été les

manifestations du 5 mars, à l'appel des syndicats, celles des étudiants et des lycéens le 7 mars, la manifestation nocturne devant le Parlement pendant le débat sur la motion de destitution contre le gouvernement. La manifestation féministe du 8 mars s'est également déroulée sous le signe de Tempe et s'est terminée devant le siège de Hellenic Train. La répression policière exercée lors de la plupart des rassemblements a renforcé le sentiment d'injustice et de colère.

Compte tenu des rapports de force au Parlement, il était évident que le gouvernement ne pouvait tomber sous le coup d'une motion de censure. Il est néanmoins clair que Nouvelle Démocratie est confrontée à une crise aiguë de légitimité. Le gouvernement est entré en conflit avec une majorité de la société et avec l'ensemble de la jeune génération. Ce fossé se sera pas comblé par des changements mineurs, par des remaniements ou par l'éviction de figures mineures. Il est non moins illusoire de penser que l'affaire de Tempe sera oubliée au fil du temps.

Il est probable que la dynamique de la mobilisation soit loin d'être terminée. De nouveaux appels émanant des parents des victimes n'ont pas encore été annoncés, mais des appels à des mobilisations se préparent déjà du côté des syndicats et de divers collectifs du mouvement social. Une nouvelle journée de grève a été annoncée pour avril, et il n'est pas exclu que la colère populaire se manifeste également lors des défilés pour la fête nationale du 25 mars, comme cela s'est produit dans le passé.

Il est donc tout à fait possible que la prochaine période soit celle d'une séquence prolongée de luttes et d'instabilité politique semblable à celle 2010-2015, lorsqu'à chaque accalmie succédait une nouvelle poussée de mobilisation. Certes, beaucoup de choses ont changé depuis, et il n'est pas facile de prédire à quoi peuvent ressembler les retombées politiques ou électorales, mais le gouvernement Mitsotakis sera tôt ou tard confronté à une échéance qui entraînera sa chute.

Le bouleversement rapide et inattendu de la situation politique confirme l'adage bien connu de Lénine selon lequel « il y a des décennies pendant lesquelles il ne se passe rien et il y a des semaines pendant lesquelles se passent des décennies ». Pendant toute une décennie, suite à la capitulation de Syriza et à la trahison du « non » du référendum de juillet 2015, la société grecque a vécu sous l'ombre pesante de TINA (There Is No Alternative). Ce sont dix années au cours desquelles le régime néolibéral de choc s'est consolidé, la gauche de gouvernement s'est effondrée et une droite revancharde et autoritaire a sévi. Des luttes ont bien eu lieu, mais, nettement moins massives qu'auparavant, elles sont restées fragmentées, isolées et souvent cantonnées à l'impuissance.

Mais une remontée de la combativité sociale peut ouvrir des voies là où tout semble conduire à une impasse. Certes, la situation comporte également des risques et ouvre de nombreuses questions sans apporter de réponses. Comme on le dit souvent, il y a un « vide » politique dans la mesure où, malgré la crise du pouvoir, aucune autre force émergente ne semble constituer une alternative possible. Malgré cela, il est important de reconnaître qu'un nouveau cycle de possibles s'est ouvert.



## Quelles perspectives pour une gauche de rupture ?

Une question urgente qui se pose pour l'ensemble des forces de la gauche est celle de l'absence d'un pôle cohérent capable d'exprimer politiquement les demandes qui émergent actuellement à travers les mobilisations de masse. La question est d'autant plus urgente que la capitulation de Syriza de l'été 2015 continue de hanter l'ensemble de la gauche à l'intérieur et au-delà des frontières du pays.

Mais ce n'est pas la seule question. L'intervention politique de la gauche ne peut se limiter aux projets organisationnels et électoraux, aussi importants soient-ils. La gauche de rupture a un rôle à jouer non seulement dans l'avant et l'après, mais aussi dans le présent d'une grande mobilisation populaire, voire dans l'acte même de descendre dans la rue et de se protéger contre l'arme principale du pouvoir qu'est la répression généralisée. Sur le plan de la préparation des mobilisations, les organisations de gauche, ainsi que le mouvement étudiant et syndical, ont apporté une contribution active, en se tenant aux côtés de l'association des parents et en prenant des initiatives pour soutenir leur lutte et faire en sorte qu'elle touche l'ensemble de la société.

Les forces de la gauche de rupture ont participé corps et âme à un mouvement qu'elles-mêmes n'ont pas initié, et dont le contenu politique pourrait être considéré comme inadéquat par rapport à des programmes plus globaux. Des réticences se sont exprimées quant au caractère vague des revendications, ou sur les risques de récupération de la part de l'extrême droite. Heureusement, ces réticences n'ont pas affecté l'attitude de la quasi-totalité des forces militantes qui ont compris qu'au-delà des affects et des demandes des familles des victimes, un véritable mouvement populaire était en train de prendre forme pour exiger des lendemains meilleurs. C'est ainsi que le peuple devient un sujet capable de changer le cours de l'histoire. Et c'est dans ce tumulte que peut émerger une gauche utile, subversive, vraiment révolutionnaire.

Bien entendu, les tâches de cette gauche ne se limitent pas à une présence physique ou à une contribution organisationnelle à la mobilisation de rue. Son objectif ne peut être que celui de lier les grandes manifestations populaires à un effort soutenu d'organisation « par en bas » de la grande majorité des travailleur.se.s et de la jeune génération la plus touchée par la pauvreté et le démantèlement de l'État-providence. Ce sont ces secteurs qui ont le plus besoin de transports publics, sûrs et abordables, ainsi que d'augmentations de salaires et de droits sociaux.

Les demandes de justice qui dominent ces jours-ci peuvent, à travers l'intervention politique, se lier à un cadre global de rupture avec les politiques néolibérales meurtrières, la privatisation, l'austérité permanente, la pauvreté et la vie chère. Ce n'est ni facile ni évident. Mais il en a toujours été ainsi de l'objectif des parties les plus conscientes du mouvement. Il s'agit d'un objectif à construire dans l'action et non d'une condition préalable de la mobilisation. Dans la lutte, les différentes revendications n'ont pas à s'opposer mais à converger et à s'articuler.

Il est raisonnable de s'inquiéter de l'absence du sujet politique qui pourrait faire émerger une telle perspective. Mais l'impuissance de la gauche à proposer une alternative crédible qui marque fortement la conjoncture actuelle ne peut être surmontée d'un seul coup. On entend souvent dire que la solution ne peut être que le rassemblement des « progressistes » pour former une alternative de gouvernement. Ce point de vue n'est pas absurde. Mais cette proposition méconnaît l'énorme écart politique qui sépare les partis

En outre, il occulte un fait essentiel. Il y a dix ans, la victoire électorale de Syriza était le fruit d'un vaste processus basé sur la convergence de différents courants de la gauche de rupture et sur des alliances avec des secteurs de l'ancienne social-démocratie et de la base de la droite. Ce bouleversement était le résultat des grandes luttes sociales qui ont émergé en réaction aux diktats de la Troïka. Mais il a conduit à l'échec, à la capitulation, et a profondément blessé les secteurs en lutte et la cause du changement social. Avant de se disloquer, Syriza avait mis en œuvre les politiques prescrites par les Mémoires, y compris la privatisation du réseau ferroviaire. Une telle unité, basée simplement sur l'opposition au gouvernement de Mitsotakis, ne peut donc être aujourd'hui une solution.

Ce lourd héritage ne doit pas, en revanche, conduire à se désintéresser de la construction d'une proposition politique crédible, rassembleuse, et en même temps porteuse de rupture. La lutte sociale en cours, mais aussi la relance de la confrontation politique est le meilleur terrain de regroupement pour la gauche. A notre avis, une proposition radicale adéquate à la conjoncture comporte deux volets : a) une large action commune au sein du mouvement dans le but de former un bloc social de résistance et de rupture et b) Un processus politique et programmatique d'unité et de recomposition du projet et du front de la gauche de rupture.

En conclusion, nous tenons à nous référer au peuple et à la jeunesse en lutte de Serbie, qui se mobilisent, exactement au même moment que la Grèce, suite à un accident-crime si semblable à celui de Tempe, l'effondrement du toit de la gare de Novi Sad. Comment nos expériences douloureuses, mais aussi nos luttes, ne pourraient-elles pas être liées, et devenir des terrains de solidarité internationaliste et de combat commun contre le capitalisme de pillage et de corruption qui détruit les pays et les sociétés ? C'est aussi en cela que consiste l'indispensable pari pour l'avenir.

\*

**Aliki Kosyfologou** est chercheuse en sciences sociales, titulaire d'un doctorat en sciences politiques et en sociologie. Elle est autrice de nombreuses publications sur les questions de genre et militante dans le mouvement féministe.

**Thanos Andritsos** est architecte et urbaniste, engagé dans les luttes urbaines et environnementales en tant que chercheur et militant.

Texte écrit pour Contretemps - traduit du grec par Stathis Kouvélakis.

Photo : <https://www.facebook.com/initiativegrecque/>